



# Le Quotidien

Statistique Canada

**Le jeudi 8 juillet 2004**

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

## COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

---

- **Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages, 2003** 2  
Le nombre de ménages canadiens navigant dans Internet a continué d'augmenter en 2003, selon l'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages. Toutefois, les taux de croissance sont demeurés relativement stables, dans une large mesure parce qu'une majorité de ménages étaient déjà branchés.

---

## AUTRES COMMUNIQUÉS

---

- Les introductions par effraction au Canada, 2002 5
- La culture en perspective, vol. 14, no 4 5
- Indice des prix des logiciels commerciaux, mai 2004 6

---

## NOUVEAUX PRODUITS

---



## COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

### Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages

2003

Le nombre de ménages canadiens navigant dans Internet a continué d'augmenter en 2003, selon l'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages. Toutefois, les taux de croissance sont demeurés relativement stables, dans une large mesure parce qu'une majorité de ménages étaient déjà branchés.

D'après les estimations, 7,9 millions (64 %) des 12,3 millions de ménages canadiens comptaient au moins un membre utilisant régulièrement Internet en 2003, à domicile, au travail, à l'école, dans une bibliothèque ou à un autre endroit. Cette hausse de 5 % par rapport à 2002 est toutefois nettement inférieure aux taux de croissance annuels de 19 % et de 24 % observés en 2000 et en 2001.

Les ménages qui ont adopté Internet sont surtout ceux à revenu élevé, ceux dont les membres font partie de la population active, ceux ayant des enfants qui habitent encore à la maison, ainsi que les personnes au niveau de scolarité plus élevé.

L'utilisation d'Internet à domicile venait au premier rang. Environ 6,7 millions de ménages comptaient au moins un membre utilisant régulièrement Internet à domicile, en hausse de 7 % par rapport à 2002.

Ces ménages représentaient près de 55 % du nombre total des ménages, en hausse par rapport à 51 % en 2002.

De plus en plus de ménages à plus faible revenu se branchent à Internet. Près de 45 % des ménages dont le revenu se situe entre 24 001 dollars et 43 999 dollars (près de 1,3 million de ménages) comptaient un membre utilisant Internet à domicile en 2003, en hausse de 13 % par rapport à 2002. Ce groupe de ménages a affiché la plus forte croissance de branchement à Internet à domicile et au travail, ainsi qu'à divers autres endroits. Par contre, la proportion de ménages utilisant régulièrement Internet à domicile est demeurée relativement inchangée dans le quartile de revenu inférieur.

#### Les Canadiens continuent de rechercher la vitesse

Des près de 6,7 millions de ménages comptant un utilisateur régulier d'Internet à domicile en 2003, un nombre estimatif de 4,4 millions (65 %) avaient une connexion à haute vitesse par câble ou par ligne téléphonique. Cela représente une hausse par rapport à 56 % l'année précédente.

#### Note aux lecteurs

L'Enquête sur l'utilisation d'Internet par les ménages (EUIM) a été effectuée à titre de supplément de l'Enquête sur la population active. L'EUIM a permis de recueillir des données sur les ménages dans leur ensemble. Au total, 34 674 ménages étaient admissibles à l'EUIM et 23 113 (66,7 %) ont répondu à l'enquête. Les données recueillies en janvier 2004 portaient sur l'utilisation d'Internet par les ménages dans l'année civile 2003.

La personne interrogée a répondu aux questions pour tous les membres du ménage. Pour les ménages qui ont dit utiliser régulièrement Internet, environ 89 % des personnes répondant à l'enquête pour leur ménage faisaient partie de ceux qui utilisaient régulièrement à divers endroits.

Les ménages qui utilisent régulièrement Internet à la maison sont ceux qui ont répondu «oui» à la question «Au cours d'un mois habituel, est-ce qu'un membre de votre ménage utilise Internet?».

Parallèlement, la proportion de ces ménages qui avaient une connexion à faible vitesse a baissé, passant de 44 % en 2002 à 35 % l'année dernière. Les fournisseurs de services Internet ont augmenté leurs dépenses au chapitre de l'infrastructure à haute vitesse, se faisant concurrence pour fournir aux abonnés une plus large gamme de services en direct.

Sur un total estimatif de 4,4 millions de ménages ayant une connexion à haute vitesse, la majorité (61 %) étaient branchés par câble. Les autres (39 %) avaient une connexion téléphonique à haute vitesse, connue aussi sous le nom de ligne numérique d'abonné ou LNA.

Toutefois, le nombre de connexions LNA a augmenté de près de 30 % en 2003, comparativement à un gain de 21 % seulement pour la connexion par câble. Cet écart pourrait être attribuable au prix compétitif de la LNA par rapport au câble ou à une plus grande accessibilité des ménages à l'infrastructure téléphonique à haute vitesse dans leur quartier.

#### Moins de ménages déclarent télécharger de la musique

Un nombre croissant de ménages utilisaient Internet pour obtenir des renseignements dans le domaine de la médecine ou de la santé ainsi que pour accéder aux services bancaires en ligne. Toutefois, un nombre plus faible de ménages ont déclaré télécharger de la musique.

Juste un peu moins de 38 % des utilisateurs réguliers à domicile ont déclaré télécharger de la musique en 2003, ce qui représente une baisse par

rapport au sommet de 48 % atteint en 2001. Cette baisse pourrait être attribuable à une campagne qui a fait les manchettes et qui a été lancée par l'industrie de la musique contre les téléchargements de musique faits sans payer.

Près des deux tiers des ménages (65 %) comptaient au moins un membre qui se servait d'Internet comme source de renseignements dans le domaine de la médecine ou de la santé, comparativement à 61 % en 2001. Cette utilisation venait au troisième rang pour ce qui est de la popularité, après le courrier électronique et le furetage.

Environ 57 % des ménages utilisant Internet à domicile comptait un membre qui s'en servait pour accéder aux services bancaires en ligne, soit une proportion nettement supérieure à celle de 44 % en 2001 et la plus forte hausse proportionnelle de toutes les utilisations. Elle pourrait indiquer que les consommateurs croient de plus en plus à la sécurité des opérations dans Internet.

#### **Quatre ménages à revenu élevé sur cinq avaient accès à Internet à la maison**

Aux fins de l'enquête, les ménages ont été répartis en quatre groupes égaux selon le revenu, chacun représentant 25 % de l'échelle de revenu, de l'échelon supérieur à l'échelon inférieur.

En 2003, 82 % des ménages dans le groupe de revenu le plus élevé comptaient un membre qui utilisait Internet à domicile, soit plus du double de la proportion de 33 % cinq ans plus tôt. Toutefois, les ménages dans le deuxième quartile de revenu, soit ceux dont le revenu se situait entre 24 001 dollars et 43 999 dollars, ont affiché le taux de croissance le plus élevé (+13 %).

Les taux d'utilisation d'Internet variaient encore considérablement selon le type de famille, la présence d'enfants demeurant un facteur clé. Les ménages unifamiliaux avec enfants non mariés de moins de 18 ans avaient le plus haut taux d'utilisation d'Internet à domicile l'an dernier, soit environ 73 %.

Toutefois, les taux de croissance d'utilisation d'Internet à domicile étaient les plus élevés chez les ménages unifamiliaux sans enfant et les ménages d'une seule personne. Le nombre de ménages dans chacun de ces groupes a augmenté d'un peu plus de 11 %.

En outre, plus le niveau de scolarité du ménage est élevé, plus il est susceptible d'avoir une connexion Internet à domicile. Près de 77 % des ménages comptant un diplômé universitaire étaient branchés à domicile.

Par contre, seulement environ 12 % des ménages dans lesquels le niveau de scolarité le plus élevé était inférieur au diplôme d'études secondaires étaient branchés à domicile. Toutefois, les ménages comptant

un titulaire d'un diplôme d'études secondaires ont affiché le taux de croissance le plus élevé.

#### **L'utilisation d'Internet est la plus forte en Colombie-Britannique, en Ontario et en Alberta**

L'utilisation d'Internet à domicile a augmenté dans la plupart des provinces en 2003. La Colombie-Britannique, l'Ontario et l'Alberta ont affiché les taux les plus élevés, environ six ménages sur dix étant branchés à Internet à la maison.

Toutes les autres provinces ont affiché des taux d'utilisation d'Internet à domicile inférieurs à la moyenne nationale de 55 %.

Certaines des hausses proportionnelles les plus élevées ont été enregistrées dans les provinces de l'Atlantique. En Nouvelle-Écosse, par exemple, la proportion de ménages branchés à Internet à domicile est passée de 46 % en 2002 à près de 53 % l'année dernière. Au Nouveau-Brunswick, elle est passée de 37 % à près de 43 %.

Parmi les 7,9 millions de ménages dans les régions métropolitaines de recensement, environ 58 % (4,6 millions) étaient branchés à Internet à domicile en 2003, soit un taux juste au-dessus de la moyenne nationale. Il s'agit d'une augmentation par rapport à 55 % en 2002.

#### **Faible baisse des ménages non branchés**

En 2003, 809 000 ménages ont indiqué qu'un de leurs membres soit utilisait Internet peu souvent, soit s'était débranché. La taille de ce groupe est demeurée relativement inchangée pendant trois ans mais a diminué légèrement en 2003.

En 2003, environ 3,6 millions de ménages canadiens n'avaient jamais utilisé Internet. La plupart des ménages de ce groupe (87 %) étaient soit des familles sans enfant, soit des ménages d'une seule personne.

En outre, dans le cas de bon nombre de ces non-utilisateurs, le revenu du ménage était inférieur à la moyenne et 49 % se situait dans le groupe de revenu le plus faible.

#### **Données stockées dans CANSIM : tableaux 358-0002 à 358-0006 et 358-0017.**

#### **Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4432.**

Des tableaux de données additionnels relatifs aux données présentées dans ce communiqué sont accessibles en ligne sous *Le Canada en statistiques*, puis *Culture, loisirs et voyages*, et *Internet*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Claire Simard au

(613) 951-2183 ([claire.simard@statcan.ca](mailto:claire.simard@statcan.ca)), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. ■

---

## AUTRES COMMUNIQUÉS

---

### Les introductions par effraction au Canada 2002

La publication *Juristat*, qui paraît aujourd'hui, offre un aperçu des introductions par effraction qui se sont produites dans les résidences, les établissements publics et les autres endroits en 2002, incluant les tendances des infractions déclarées par la police.

On y examine les caractéristiques des affaires d'introduction par effraction, des victimes, des auteurs présumés et des peines infligées par les tribunaux aux jeunes et aux adultes reconnus coupables de ces infractions. Le *Juristat* comprend aussi une section dans laquelle on traite des vols qualifiés dans les résidences, accompagnés de violence ou de menace de violence.

Les statistiques sur la criminalité pour 2003, ainsi que des révisions mineures pour 2002, seront diffusées le 28 juillet dans *Le Quotidien*.

Le *Juristat* : *Les introductions par effraction au Canada, 2002*, vol. 24, n° 5 (85-002-XIF, 9 \$ / 75 \$; 85-002-XPB, 11 \$ / 100 \$), est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec la Sous-section de l'information et des services à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. ■

### La culture en perspective

Vol. 14, n° 4

La Colombie-Britannique conserve son titre de Hollywood du Canada, mais son halo perd de son éclat. C'est ce que révèle une nouvelle étude parue dans *La culture en perspective*, la publication trimestrielle de Statistique Canada consacrée aux statistiques culturelles.

Selon cette étude, qui s'appuie sur les données du Programme de la statistique culturelle de Statistique Canada et sur des données issues des provinces, la part de marché détenue par les producteurs de films établis en Colombie-Britannique s'est accrue jusqu'à 1999. Cette expansion s'est faite aux dépens des entreprises de production du Québec et de l'Ontario, qui ont longtemps dominé cette industrie.

En 1999, les recettes tirées de la production de films canadiens en Colombie-Britannique ont plus que triplé par rapport à 1998 pour se chiffrer à 291 millions de

dollars (après avoir augmenté de 55 % de 1997 à 1998). En 1999, les entreprises de la Colombie-Britannique ont été à l'origine de 19 % des recettes provenant de la production de films canadiens, soit plus du double de la part de marché obtenue en 1998. En 2000 et en 2001, toutefois, les producteurs de films en Colombie-Britannique ont connu des périodes difficiles. Les recettes tirées des productions canadiennes ont accusé une diminution de 29 % entre 1999 et 2001, baisse partiellement attribuable au fait que plusieurs producteurs de films de la Colombie-Britannique ont cessé leurs activités au cours de cette période.

Les producteurs de films étrangers ont injecté 830 millions de dollars dans l'économie de la Colombie-Britannique en 2002, soit 44 % des dépenses totales à ce chapitre au Canada, comparativement à 30 % seulement pour l'Ontario, la plus proche rivale de la Colombie-Britannique. En 2002, les dépenses consacrées à la production de films étrangers ont représenté plus des quatre cinquièmes des dépenses de production de films effectuées en Colombie-Britannique.

Vers la fin des années 1990, la Nouvelle-Écosse s'est taillé une place dans l'industrie de la production cinématographique tant canadienne qu'étrangère. En 2002, 3 % des dépenses de production de films étrangers au Canada ont été effectuées en Nouvelle-Écosse. Par ailleurs, en 2001, cette province a touché 3 % de toutes les recettes de production de films canadiens et 7 % des crédits attribués par le Fonds canadien de télévision.

L'article examine aussi divers facteurs qui influent sur le choix des lieux de production cinématographique, le rôle des administrations publiques dans la promotion de la production cinématographique et les défis que le Canada devra relever pour attirer les projets cinématographiques dans un contexte où de nombreuses localités se disputent les fonds destinés à la production de films.

Le présent numéro propose également un article sur les tendances internationales en matière de loisirs, un profil du commerce culturel entre le Canada et Cuba, des données provinciales sur les dépenses publiques au chapitre de la culture, des données sur la distribution de produits vidéo et audiovisuels ainsi qu'un bilan à jour de l'emploi dans le secteur culturel.

La publication *La culture en perspective*, vol. 14, n° 4 (87-004-XIF, 8 \$ / 22 \$; 87-004-XPB, 10 \$ / 29 \$), est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour vous faire une idée de la publication, vous pouvez consulter sans frais l'article intitulé «L'industrie cinématographique en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse» dans notre site Web.

Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-9040 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (*cult.tourstats@statcan.ca*), ou communiquez avec Alice Peters au (613) 951-4086 (*alice.peters@statcan.ca*), Programme de la statistique culturelle. Télécopieur : (613) 951-1333. ■

### **Indice des prix des logiciels commerciaux** Mai 2004 (données provisoires)

L'Indice des prix des logiciels commerciaux (IPLC) est une série mensuelle qui mesure l'évolution du prix d'achat des logiciels préemballés généralement achetés par les entreprises et les gouvernements. L'IPLC pour mai était de 80,8, en hausse de 0,7 % comparativement à avril.

Cet indice n'est disponible qu'à l'échelle du Canada.

**Données stockées dans CANSIM : tableau 331-0003.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5068.**

Pour plus de renseignements sur ces indices, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 ou composez sans frais le 1 866 230-2248 (*infounit@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Fred Barzyk au (613) 951-2493 (*fred.barzyk@statcan.ca*), Division des prix. ■

---

## NOUVEAUX PRODUITS

---

**Documents sur la méthodologie de l'analyse économique (comptes nationaux), Division de l'analyse microéconomique : Le rôle de l'analyse dans la fourniture de produits d'information, n° 1**  
Numéro au catalogue : 11F0026MIF2004001  
(gratuit).

**Production d'oeufs, mai 2004**  
Numéro au catalogue : 23-003-XIB  
(gratuit).

**Commerce de détail, avril 2004, vol. 76, n° 4**  
Numéro au catalogue : 63-005-XIF (18 \$/166 \$).

**Commerce de gros, avril 2004, vol. 67, n° 4**  
Numéro au catalogue : 63-008-XIF (15 \$/150 \$).

**Juristat : Les introductions par effraction au Canada, 2002, vol. 24, n° 5**  
Numéro au catalogue : 85-002-XIF2004005 (9 \$/75 \$).

**Juristat : Les introductions par effraction au Canada, 2002, vol. 24, n° 5**  
Numéro au catalogue : 85-002-XPf2004005  
(11 \$/100 \$).

**La culture en perspective, vol. 14, n° 4**  
Numéro au catalogue : 87-004-XIF (8 \$/22 \$).

**La culture en perspective, vol. 14, n° 4**  
Numéro au catalogue : 87-004-XPB (10 \$/29 \$).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

---

### Pour commander les produits

---

**Pour commander les produits par téléphone :**

Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte de crédit.

|   |                       |
|---|-----------------------|
| Au Canada et aux États-Unis, composez :                                 | <b>1 800 267-6677</b> |
| Pour les autres pays, composez :  | <b>1 613 951-7277</b> |
| Pour envoyer votre commande par télécopieur :                           | <b>1 877 287-4369</b> |
| Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte : | <b>1 800 700-1033</b> |

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet :** écrivez à [infostats@statcan.ca](mailto:infostats@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

Catalogue 11-001-XIF (anglais) 11-001-XIF (français) 11-001-XIF (français)



# Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 8 juin 1997  
Nouvelles versions à 8 h et 11 h 30

---

**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** 2  
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5  
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises manufacturières en 1996 fut considérablement ralentie.

---

**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les anticipatifs à court terme 10
- Autorité de la concurrence, surveillance horizontale le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

---

**NOUVELLES PARUTIONS** 10



## Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [lstproc@statcan.ca](mailto:lstproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.